



Toulouse le 16 novembre 2020

Destinataires : FNROS et UR – UROS MPLR - CA et Adhérents

Objet : Actualités sociales

ESE – 9 novembre 2020 : L'Assurance Maladie continue d'assurer ses missions de service public et de garantir l'accès aux droits et aux soins. L'accueil sur rendez-vous est privilégié, via le compte AMELI ou par le 3646. Un conseiller voit s'il peut répondre à distance ou fixe un rendez-vous. Des boxes dédiés sont prévus pour les personnes fragiles. Le Service médical poursuit ses activités et les Centres de Santé restent ouverts de même que les plateformes téléphoniques.

L'EN3S, en partenariat avec les acteurs nationaux et locaux des différentes branches et régimes de protection sociale, lance « une saison avec la Sécu, Ateliers pédagogiques et citoyens », dispositif destiné aux enseignants et à leur classe, du second degré à l'enseignement supérieur. « Un projet au service d'une ambition : renforcer l'éducation à la solidarité et à la citoyenneté sociale », (voir site « unesaisonaveclasecu.fr » du 30 novembre au 11 décembre 2020).

Hospimédia – 6 novembre 2020 : ASY : soutenue par le secteur de l'aide à domicile, l'expérimentation du crédit d'impôt immédiat a débuté ce 25 septembre. Le dispositif démarre dans le champ d'emploi direct pour s'étendre progressivement aux modes prestataires et mandataires. Le décret vient d'être publié au journal officiel (LFSS 2020). Cette expérimentation va permettre aux utilisateurs du service à la personne de bénéficier immédiatement du crédit d'impôt, dès la déclaration des rémunérations de leur salarié, contre 6 à 18 mois de décalage actuellement. En l'état, le dispositif est « une première étape permettant d'envisager, à terme, une généralisation de la perception immédiate dans aides sociales et fiscales ... il constitue un levier puissant pour la création d'emplois dans le secteur ». L'expérimentation doit permettre de lutter contre le travail dissimulé et contribue à la réforme de l'accompagnement de la perte d'autonomie.

Le Figaro – 8 novembre 2020 : COVID 19 : Il y a un « frémissement » dans les chiffres. Le Ministre de la Santé, Olivier Véran, indique toutefois qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions sur l'efficacité du reconfinement.

Dimanche 8, le gouvernement a écarté un confinement ciblé pour les personnes âgées. Gabriel Atal, porte-parole souligne que cette mesure serait « éthiquement compliquée ».

Le Courrier Picard – 10 novembre 2020 : D'ici 2030, le nombre de seniors dépendants progresserait de 21% alors que le nombre d'aidants potentiels (des proches âgés de

50 à 79 ans selon l'INSEE) n'augmenterait que de 12%. Au cours de la période 2030 – 2050 la part des seniors dépendants augmenterait de plus de 22% alors que le nombre d'aidants serait en recul de 2%.

Hospimédia – 10 novembre 2020 : Le Sénat a adopté le 9 novembre, un aménagement contre l'avis du gouvernement qui prévoit de compenser les coûts que le transfert de Santé publique France fait porter à la Branche Maladie dont le budget a bondi de 4,6 milliards d'euros du fait de la crise.

Le Point – 11 novembre 2020 : Bruno Lemaire cite la réforme des retraites comme nécessaire pour contribuer à redresser les finances publiques. Mais plus personne ne pense qu'il soit possible de « faire du paramétrique ». Bruno Lemaire : « La réforme des retraites ne peut pas être traitée uniquement sur le plan comptable », il faut, en parallèle, aborder le sujet du chômage des seniors.

Sur le projet de transformation des 42 régimes actuels en système universel par points, les Premier Ministre, Jean Castex a les deux pieds sur le frein. « Plus que jamais, les mesures que nous avons prises et les mesures que nous serons sans doute appelées à prendre supposent l'unité de la nation entière et en particulier de ses forces vives ». Les organisations syndicales sont unanimes : elles ne veulent plus entendre parler de ce projet, et de son âge pivot à 64 ans. Le Medef ne veut plus, non plus, entendre parler de régime universel. Mais, pour Jean Castex, cette réforme n'est pas obsolète dans sa dimension d'universalité. Dans le contexte sanitaire actuel, il ne peut y avoir de réforme ambitieuse. L'idée serait de faire adopter une loi – cadre, au printemps 2021 pour faire graver dans le marbre la création d'une caisse universelle de retraite, et la gouvernance qui va avec. La définition d'une transition entre le système actuel et le futur régime universel serait laissée au Conseil d'Administration de cette Caisse.

Deuxième quinzaine de novembre, le gouvernement s'attèlera à améliorer l'emploi des seniors. Actuellement, une personne sur deux n'est plus en emploi au moment de liquider ses droits à la retraite (chômage, invalidité, retraite anticipée). Il s'agit de discuter, avec les partenaires sociaux de la valorisation des seniors dans l'entreprise, du développement des retraites progressives et du cumul emploi retraite. L'exécutif souhaite aussi parler de l'usure professionnelle et en finir avec le dispositif de carrière longue qui ne profite pas qu'aux métiers pénibles et qui coûte cher.

JDE – 12 novembre 2020 : Quatre actifs sur 10 auront quitté leur emploi en 2030, principalement pour cause de départ en retraite soit 813 000 actifs dont 63 000 aides à domicile et aides ménagères dont le besoin va aller croissant avec le vieillissement de la population.

Le Monde – 12 novembre 2020 : Geoffroy Roux de Bezieux, patron du Medef : en matière de retraite, une réforme paramétrique avant 2022, s'imposera.

PSI – 12 novembre 2020 : Le CA de la CNAV a approuvé, le 4 novembre, le budget de plan d'aide à l'investissement dans les résidences autonomie, à hauteur de 10,98 millions d'euros en 2020. Cela permettra le financement de 71 établissements.

-----